

Grèce: l'effondrement à bas bruit de tout un pays

PAR MARTINE ORANGE
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 2 FÉVRIER 2017

La crise grecque est toujours là. Les responsables européens et le FMI ont lancé un nouvel ultimatum à Alexis Tsipras. Il a trois semaines pour présenter de nouvelles mesures d'austérité. Épuisé, le pays est au bord de l'effondrement financier, économique et moral. Des responsables de Syriza parlent de sortir de l'euro.

Après avoir repoussé l'idée pendant plus de deux ans, Syriza semble prêt à penser l'impensable : sortir de la zone euro. Même si les responsables gouvernementaux n'en parlent pas ouvertement, des figures éminentes du parti de gauche en évoquent publiquement l'hypothèse. Pour l'ancien ministre des affaires européennes de Syriza, Nikos Xydakis, la question de la sortie de l'euro, en tout cas, ne doit plus être considérée comme « *taboue* ». « *Il ne doit pas y avoir de tabou quand nous parlons du destin de la nation. Nous sommes arrivés au point où le peuple est au bout de son endurance. Je crois que nous avons besoin d'une discussion politique nationale en profondeur. Et cette discussion, naturellement, a besoin de commencer au parlement* », a-t-il déclaré mardi 31 janvier.

Depuis, les observateurs se perdent en conjectures. Est-ce un ballon d'essai personnel de l'ancien ministre ? Cette intervention a-t-elle pour but de desserrer l'étau du gouvernement Syriza, au moment où celui-ci se retrouve à nouveau dans une impasse face à ses créanciers ? Ou l'hypothèse d'une sortie

de l'euro est-elle vraiment un scénario discuté par le gouvernement, épuisé de ne trouver aucun soutien et aucune solution ?



© Reuters

La crise grecque a disparu des écrans-radars depuis le troisième plan de sauvetage, arraché après la capitulation de Syriza en juillet 2015. Tout a même été mis en œuvre pour soigneusement enterrer le sujet, afin de ne pas rouvrir les divisions européennes, dans l'espoir que le temps finirait par faire oublier la Grèce. Les responsables européens ne veulent surtout pas remettre sur le devant de la scène le sujet, alors que les Pays-Bas, la France puis l'Allemagne sont appelés à voter cette année.

Cette tentative de mise en sourdine a presque fonctionné. Mais la crise grecque est toujours là. Plus que jamais : le troisième plan de sauvetage, comme redouté, n'a apporté aucune solution, aucun répit à Athènes. Et le cas grec pourrait se réinviter très rapidement dans tout le débat européen, si les événements continuent à ce rythme.

À chaque déboursement de crédits supplémentaire prévus dans le plan, les créanciers se montrent toujours plus exigeants. La dernière réunion de l'Eurogroupe qui s'est tenue le 26 janvier en présence de responsables du FMI, n'a pas échappé à la règle. Alors qu'Athènes attend un déblocage des crédits européens pour l'aider à refinancer environ 6 milliards de dettes en juillet, la discussion a donné lieu aux mantras habituels, où il n'est question dans la novlangue chère aux responsables que « *de tenir les engagements, de mettre en œuvre les réformes, de diminuer les déficits, de retrouver une croissance soutenable, etc.* ». Elle s'est achevée par une nouvelle humiliation pour la Grèce.

Un nouvel ultimatum vient d'être lancé à Athènes. **Le premier ministre grec Alexis Tsipras a trois semaines** pour trouver un accord avec les créanciers du pays. Lors de la réunion européenne du 22 février, tout doit être bouclé. D'ici là, une ébauche complète du plan proposé par Athènes doit être présenté à Bruxelles le 6 février. « *Disons que la fenêtre d'opportunité est une fenêtre qui est encore ouverte, mais qui va bientôt se refermer parce qu'il y a des échéances électorales* » aux Pays-Bas, en France et en Allemagne, a rappelé le ministre français des finances, Michel Sapin, à l'issue de la réunion des ministres des finances européens. Comme pour bien rappeler à la Grèce qu'elle ne saurait s'inviter dans les élections européennes, et que par la suite, elle risque de trouver des « partenaires européens » moins disposés à son endroit.

La dispute porte comme d'habitude sur ces fameux ratios financiers qui tiennent lieu de politique pour les responsables européens et du FMI. Alors que le gouvernement grec est parvenu, dans un effort budgétaire surhumain, à réaliser un excédent budgétaire (avant paiement de la dette et des frais financiers) de 1,5 % en 2016, les responsables européens ont conditionné leur nouvelle aide de juillet à un surplus budgétaire primaire de 3,5 % à partir de 2018 et ce pendant au moins vingt ans !

Jusqu'alors le FMI soutenait qu'un tel niveau d'excédent budgétaire était irréaliste voire contre-productif. Mais lors de ces dernières semaines, le FMI a changé totalement de position. Non seulement, il soutient l'objectif de 3,5 % d'excédent budgétaire mais il exige en plus des garanties. L'organisation internationale conditionne son soutien au plan de sauvetage à l'adoption préventive par le gouvernement grec de mesures d'austérité supplémentaires, qui viendraient s'ajouter à celles déjà prévues dans le plan de sauvetage. Celles-ci devraient être automatiquement mises en œuvre au moindre dépassement budgétaire.

Alors que le gouvernement Syriza a déjà porté la TVA à 24 %, diminué de 40 % les retraites, augmenté les impôts, notamment fonciers, décidé de nouvelles taxes sur les voitures, les télécommunications, les

télévisions, l'essence, les cigarettes, le café, la bière, annoncé de nouvelles réductions de 5,6 milliards sur les salaires publics, il se refuse à adopter ces lois préventives qui imposeraient de nouvelles baisses des salaires publics et des retraites et de nouvelles hausses d'impôt. Au nom des derniers lambeaux de souveraineté nationale qu'il reste à la Grèce. « *Demander de telles mesures alors que les recettes de l'État sont meilleures que prévu est non seulement extrême mais absurde. Aucune nation ne peut consentir à de tels dispositifs* », a expliqué le ministre grec des finances Euclide Tsakalotos, soulignant le caractère anti-démocratique des mesures exigées.

Il n'a trouvé aucun soutien auprès de ses homologues européens. L'Allemagne faisant de la présence du FMI au plan de sauvetage grec un préalable à sa propre participation, Berlin est prêt à accepter les conditions imposées par l'institution internationale. D'autant qu'elles ne lui semblent pas exorbitantes. Tous les Européens se sont alignés sur la position allemande.

Cela n'empêche pas les différends entre le FMI et les Européens. **Ce week-end, l'institution internationale a fait fuiter de nouveaux documents** sur la situation financière de la Grèce. Comme elle l'avait déjà dit en 2013, 2014, 2015, 2016, celle-ci réaffirme que la dette grecque est « *explosive* ». Selon ses derniers calculs, elle s'élèverait à 260 % du PIB en 2060. « *La Grèce ne peut pas repousser son problème d'endettement. Athènes a besoin d'un substantiel allègement de sa dette de la part de ses partenaires européens pour retrouver un niveau acceptable d'endettement* », est-il écrit dans ces documents.

Fallait-il vraiment attendre les calculs du FMI jusqu'en 2060 pour affirmer que la dette grecque est insoutenable ? Elle l'est déjà depuis très longtemps. Alors que le niveau d'endettement de la Grèce était de 120 % du PIB en 2010, il atteint désormais les 180 % du PIB. Soit quasiment deux fois la production annuelle de richesse nationale. Depuis des années, de nombreux économistes, quelle que soit leur obédience,

plaident **pour une restructuration profonde voire une annulation complète de la dette de la Grèce.** Seule condition, à leurs yeux, pour remettre le pays sur des rails économiques.

Mais les responsables européens n'en démordent pas. Lors de la réunion du 26 janvier, ils ont à nouveau nié le problème face aux responsables du FMI. « *Il n'y a aucune raison de tenir de tels propos alarmistes sur la situation de la dette grecque* », soutient dans un communiqué le Mécanisme européen de stabilité, chargé de gérer les crédits européens à la Grèce. Compte tenu de l'abaissement des taux et de l'allongement des maturités consentis à la Grèce, l'inquiétude, selon les responsables européens, n'est pas de mise et encore moins le moindre allègement à Athènes. La seule chose que le gouvernement grec doit faire, répètent-ils, est d'« *appliquer les deux tiers des réformes* » prévues qu'il n'a pas encore mises en œuvre.

Un pays épuisé

La vacuité de toute cette politique d'austérité déterminée par certains ratios financiers saute aux yeux. Les responsables européens ont beau soutenir que leur plan de sauvetage fonctionne, se féliciter du redressement de la Grèce et des excédents budgétaires réalisés, la situation est tout autre : nous assistons, passifs, à l'effondrement à bas bruit de tout un pays.

Alors que les prévisions tablaient sur un rebond de l'économie grecque en 2016, avec une croissance de 2,6 % au moins, celles-ci risquent une nouvelle fois de se révéler fausses. Si un léger sursaut a été enregistré au début de l'année, il n'a cessé de se tasser. Dans les derniers mois, le moteur paraît avoir même calé. Selon les chiffres de Markit publié le 1^{er} février, **l'activité manufacturière a enregistré en janvier sa plus forte baisse depuis 15 mois.** « *La baisse est liée tant au déclin de la production que des nouvelles commandes. Tandis que la hausse des prix des importations s'accélère pour atteindre leur plus haut niveau depuis 70 mois, les entreprises néanmoins baissent leurs prix de vente* », explique

l'institut économique et financier, pointant la chute de la consommation et l'absence de débouchés à l'extérieur.

En sept ans, le PIB de la Grèce a diminué d'un tiers. Le chômage touche 25 % de la population et 40 % des jeunes entre 15 et 25 ans. Un tiers des entreprises ont disparu en cinq ans. Les coupes successives imposées partout au nom de l'austérité mordent désormais dans toutes les régions. Il n'y a plus de trains, plus de bus dans des parties entières du pays. Plus d'écoles non plus, parfois. Beaucoup d'établissements secondaires ont dû fermer dans les coins les plus excentrés, faute de financement. Les dépenses de santé par habitant ont diminué d'un tiers depuis 2009, selon l'OCDE. Plus de 25 000 docteurs ont été renvoyés. Les hôpitaux manquent de personnel, de médicaments, de tout.



File d'attente devant une banque alimentaire à Athènes le 25 décembre © Reuters

Le coût humain et social de cette politique d'austérité ne figure pas dans les tableaux Excel de l'Eurogroupe. Mais il est payé cash par la population. Un cinquième de la population vit sans chauffage ou sans téléphone. 15 % de la population est désormais tombée dans la grande pauvreté contre 2 % en 2009.

La banque de Grèce, qu'on ne peut soupçonner de complaisance, **a dressé un bilan sur la santé de la population grecque, dans un rapport publié en juin 2016.** Les chiffres qu'elle donne sont accablants : 13 % de la population sont exclus de tout soin médical ; 11,5 % ne peuvent acheter les médicaments prescrits ; les personnes souffrant de problèmes chroniques de santé sont en hausse de 24,2 %. Suicides, dépression, maladie mentale enregistrent des hausses exponentielles. Pire : alors que la natalité a baissé de 22 % depuis le début de la crise, le taux de mortalité infantile a quasiment doublé en quelques années pour atteindre 3,75 % en 2014.

Au terme de sept ans de crise, d'austérité, de plans européens, le pays est épuisé, financièrement, économiquement, physiquement. « *La situation ne cesse de s'aggraver. Ce dont nous avons le plus besoin maintenant, c'est de nourriture. Cela montre que les problèmes portent sur l'essentiel et non la qualité de la vie. Il s'agit de subsistance* », dit Ekavi Valleras, **responsable de l'ONG Desmos**. Et c'est à ce pays que l'Europe demande en plus d'assumer seul ou presque l'accueil des réfugiés venant en Europe.

Dans un premier temps, les observateurs ont analysé l'intransigeance réitérée des responsables européens comme un coup politique contre Syriza. Au bout de deux ans de gouvernement, après la volte-face sur le référendum de juillet 2015 puis le nouveau plan de sauvetage, le gouvernement d'Alexis Tsipras est au plus bas dans l'opinion publique. Exiger de lui de nouvelles mesures d'austérité, le mettre dos au mur et l'obliger à déclencher de nouvelles élections était analysé comme une ultime manœuvre pour le défaire politiquement, lui faire payer une dernière fois son affront de 2015 et le remplacer par un gouvernement beaucoup plus acceptable.

Ce scénario politique semble un peu court pour d'autres économistes. Pour eux, c'est l'addition de la gestion européenne de la crise grecque qui va bientôt être présentée. Le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble, qui n'a jamais caché sa volonté de faire sortir la Grèce de l'euro mais avait vu sa ligne battue en juillet 2015, est en train

de gagner, remarquent des observateurs. Peu à peu, les responsables européens, lassés de ce problème qui défie leurs solutions, se rallient à sa thèse. Le FMI qui cherche lui aussi à se sortir du borborygme grec, prône également un Grexit, seule solution susceptible, selon lui, de redonner l'oxygène monétaire au pays.

L'ennui est que personne ne veut assumer la responsabilité historique de cette rupture et ses conséquences. Car exclure un pays de la zone euro revient à dire que la monnaie unique n'est plus intangible, comme cela a été affirmé lors de sa création. D'autres, volontairement ou non, pourraient suivre l'exemple. Déjà, les financiers sont aux aguets. La dette grecque fait l'objet à nouveau de spéculations intenses, faisant passer ses taux au-dessus de 7 %. Au-delà, tout le marché obligataire européen se retrouve sous tension, poussant les taux italiens, espagnols, français à la hausse, malgré les interventions de la BCE.

L'attitude des dirigeants européens et du FMI ces dernières semaines est stupéfiante, tant elle s'inscrit dans un contretemps historique. Pousser la Grèce dehors au lieu de lui accorder la restructuration nécessaire de sa dette, au moment où les tensions géopolitiques n'ont jamais été aussi fortes, où Donald Trump attaque explicitement la construction européenne et parie sur son éclatement, paraît incompréhensible. Alors que l'Histoire frappe à la porte, ils n'ont comme réponse que celles de boutiquiers. Comme toujours depuis le début de la crise grecque.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doga, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.